

CONFRONTATION

La gifle de trop ? C'est comme cela que le "CPE" est ressenti: par la Gauche (dont on a superbement ignoré les avis syndicaux ou parlementaires), par les salariés (qui voient bien, après le "CNE", la montée générale de la précarité), par la jeunesse (choquée par l'inégalité de plus qu'on lui réserve). Le gouvernement cèdera peut-être, mais une bataille autrement difficile va suivre : convaincre l'opinion, d'ici 2007, que l'efficacité économique passe par la solidarité. Faut-il emprunter le modèle blairiste, comme le suggère une vedette des sondages ? Et si, contre la vogue médiatique, on s'appuyait plutôt sur du solide : un volontarisme public qui pilote ou contrecarre le marché au lieu de s'y plier ?

C'est une telle volonté publique, déterminée, qui subit de vives attaques, bien orchestrées : celle de Delanoë à Paris, pour le logement social, contre l'asphyxie automobile, pour une ville citoyenne. Gardez le cap, monsieur le maire ! La Droite peut marquer des points sur l'apparence, mais les Parisiens ne veulent pas de sa philosophie du "laissez-faire".

> RÉPONDRE À LA CRISE : LE CODEV-PARIS PROPOSE

Idées ambitieuses pour le logement

Le maire de Paris, via un pré-rapport de son Conseil de développement économique durable, va être saisi de quelques suggestions nouvelles qui pourraient bien faire des remous quand le rapport sera officiellement publié. Sur la « solidarité régionale » qu'invoque souvent Bertrand Delanoë au sujet du logement : le texte prône carrément la création de villes nouvelles et propose d'encourager le projet envisagé en Seine amont, au sud-est de Paris. Sur la recherche d'espaces de constructions dans Paris : un livre blanc est suggéré pour recenser les emplacements « les mieux utilisables ». En ligne de mire, les terrains de la SNCF et ceux du ministère de la Défense, dont il est demandé s'il est encore utile de maintenir « un ministère de la Marine à la Concorde ou un manège d'équitation intitulé Ecole militaire » ! Le pré-rapport revient aussi sur l'idée d'immeubles en hauteur aux portes de Paris et veut « poursuivre le débat » brutalement arrêté par les réponses

des Parisiens au questionnaire PLU diffusé en 2004. Les fameux 35 % de réponses « tout-à-fait opposées » font peur aux élus parisiens mais il faut rappeler qu'il y a eu « 50 % de réponses nuancées « moitié plutôt pour et moitié plutôt contre » sur les 120.000 reçues. Enfin, pour relancer le logement social, il est proposé de décroiser plus le public et le privé (ce qui n'étonnera pas de la part de Lionel Stoléro, qui préside le Codev). Dans une vente d'immeuble, on pourrait séparer la nue-propriété, achetée par le privé, et l'usufruit, dévolu pour 15 à 25 ans à des sociétés HLM ou des SEM. Pourquoi pas également des promoteurs pour construire et gérer des logements sociaux, et des SEM et l'OPAC intervenant sur le marché immobilier privé ? Autant de pistes à creuser sur cette question centrale pour la mixité sociale à Paris. En vue de nourrir son projet national, le PS parisien a d'ailleurs décidé de réunir, début mai, des « assises du logement ».

L'Omc et la Gauche

>> LIRE EN PAGE 3

Débat entre **Pascal Lamy**, directeur de l'Omc et **José Bové**, Confédération paysanne

> BIS REPETITA

L'espoir des intermittents du spectacle

Artistes et techniciens des théâtres nationaux et du cinéma se sont joints, en Ile de France, au mouvement des intermittents menacés d'être exclus, par milliers, du régime d'indemnisation du chômage. Grève à l'Odéon ("sans les intermittents, le spectacle du Roi Lear ne peut exister"), appel et manifestation en commun le 8 mars. L'issue du bras de fer avec le Medef est incertaine et le protocole de 2003, qui avait mis en panne la France du spectacle, risque d'être prorogé jusqu'en 2008. Puisque la négociation sociale ne semble pas leur offrir d'avenir, les intermittents se tournent maintenant vers les députés et le président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, pour l'adoption d'une proposition de loi leur assurant un régime spécifique. Mais le Gouvernement reste maître de l'ordre du jour parlementaire et le ministre de la Culture a fait savoir qu'il n'est pas pressé.

> SEINE-SAINT-DENIS

Quels financements culturels ?

Le Conseil général 93 a du mal à boucler son budget (1,6 Mds€), l'Etat lui laissant sur les bras 140 M€ de charges transférées non financées. Parmi les choix douloureux à opérer, celui des subventions culturelles. Le vice-président Ps Gilbert Roger remet en cause les montants accordés à quelques structures (et pointe, en filigrane, la gestion de certaines d'entre elles): association Banlieues Bleues, Maison de la Culture de Bobigny (MC93), théâtre équestre Zingaro ou festival de Danse moderne de Bagnolet. Selon lui, elles ne réunissent pas une audience suffisante auprès des habitants du département, tout en lui en coûtant près de 10 M€. Le président Hervé Bramy, du Pcf, a riposté par l'appel d'un collectif de professionnels de la culture à sauvegarder le financement d'une culture d'excellence. Résultat du bras de fer fin mars, lors du vote budgétaire.

> ENTRE BRÉGUET ET CHEMIN VERT

Un faubourg grand comme Beaubourg

Un grand espace doit se libérer dans le 11e arrondissement, suite à la mise en sous-sol d'un des derniers centres de tri postal encore présents intra-muros. La moitié de la surface construite serait rendue disponible, permettant de désenclaver le quartier par des voies piétonnes, deux immeubles (activités et logement), un équipement public et un espace vert. Là où on s'attendrait aux bravos des riverains, c'est une vraie fronde qui s'élève, à coups de pétitions et conseils de quartier mouvementés, où s'activent une association du quartier Popincourt (ASQP) et sa présidente Martine Cohen. Le maire du 11e, Georges Sarre pourra-t-il sauver le projet ? Un accord est intervenu pour écarter du nouvel espace l'activité « textile ou de stockage » qui domine déjà trop dans ce « nouveau Sentier » chinois. Parallèlement au dépôt probable du permis de construire de l'immeuble d'activités, de nouvelles concertations sont prévues au printemps...

> ILE DE FRANCE : BAISSÉ DES FONDS EUROPÉENS ?

De la « compétitivité » ... à la compétition régionale

Le budget européen 2007-2013 n'est toujours pas adopté mais la DATAR française, devenue Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT), est quand même en train de répartir entre régions françaises les futurs fonds structurels (Feder et Fse). L'enjeu financier n'est pas mince (le principal programme, intitulé « compétitivité régionale et emploi », accorde 9 Mds€ à la France) surtout vu les difficultés financières des collectivités territoriales. Or l'Ile-de-France est considérée par les autres régions comme bénéficiant d'une position et de moyens privilégiés de « capitale ». Déjà, en 2000, la Seine-Saint-Denis avait été privée de Prime à l'Aménagement du Territoire parce qu'elle appartenait à la région « la plus attractive de France » ! À 17 % du total des crédits régionalisés, l'Ile de France maintiendrait à peu près le niveau de sa dotation du Fonds social européen, mais il n'est proposé que de lui en accorder 15 %. Sa dotation baisserait dans ce cas de 80 M€ à 70 M€ par an, et amènerait l'Etat, la Région comme les 8 Départements à rogner sérieusement sur les actions d'insertion et de formation (pour jeunes, femmes, Rmistes), les incubateurs d'entreprises et autres maisons de l'emploi.



> 1^E ADJOINTE, CONSEILLÈRE RÉGIONALE

Anne Hidalgo cherche une réservation

La première adjointe au Maire de Paris, au travers de la cause des femmes, n'oublie pas la sienne propre pour conquérir un siège de députée. Chaque intervention de sa part ces dernières semaines a consisté à faire monter la pression sur les hommes du PS. Lors d'un colloque qui a eu lieu le 4 mars sur le féminisme, elle a émis l'hypothèse de présenter au bureau national du Ps une « contre-liste » plus féminisée de candidatures, si les choses « n'avancent pas comme on le souhaite ». Rechignant à se présenter dans son arrondissement, le 15e, où les chances de la Gauche sont minces, et ne poursuivant plus le rêve toulousain qui l'avait un temps effleurée, elle espère aller sur des terres plus abordables, dans une circonscription réservée aux femmes dans l'est de Paris. Son affichage, le 15 mars, dans le club de D. Strauss-Kahn AG2E n'est peut-être pas étrangère à cet objectif (voir notre rubrique Calendrier).

> COURRIER DES LECTEURS

Sociétés d'économie mixte

Alain Le Garrec, conseiller de Paris, président de la Sem Paris-Centre, répond à notre article (voir site internet) sur la fusion avec la Semea 15 :

« Aujourd'hui, cette fusion est loin d'être actée ; elle fait l'objet d'une étude, mais pas encore d'un débat en Conseil de Paris. La Sem Paris-Centre (...) ne gère pas un ouvrage sur dalle mais un complexe souterrain et en partie émergé, un des plus compliqués au monde. Je ne doute pas que la Semea 15 a des compétences, mais les problématiques qu'elle a à gérer sont bien moins complexes ou de nature différente. De plus, la Sem Paris-Centre a plus de 20 chantiers de réhabilitations d'immeubles en cours (...). Son parc immobilier est entretenu, par des dépenses non négligeables... Je ne suis pas certain que tous puissent en dire autant. Jetez un oeil sur les résultats financiers de ces deux Sems, sur le site de la Ville, vous verrez quelques déséquilibres; ils ont certainement des raisons. Dire qu'une Sem qui soudainement se mettrait à additionner la gestion de domaines aussi différents serait alors plus opérationnelle et plus digne de confiance démontre une méconnaissance totale de ce qu'est une entreprise spécialisée... L'important n'est pas la taille (...) mais l'adéquation à ce qu'on demande, en restant opérationnel rapidement, sans tomber dans l'obésité de certaines sociétés ou services de la Ville.../... C'est à la Ville de travailler avec ses Sems au lieu de les ignorer superbement .../... Big n'est pas forcément beautiful. Bien au contraire il faut garder à nos Sems leurs capacités de manœuvre. Il est évident que des opérateurs privés font du lobbying pour détruire les Sems à Paris, je crois qu'ils progressent et c'est une faute de ne pas le voir. »

L'Omc et la Gauche

Débat entre **Pascal Lamy**, directeur de l'Omc et **José Bové**, Confédération paysanne organisé le 23 février, à Paris, par Utopia et Alternatives économiques

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Pascal Lamy :

Dans beaucoup de pays l'Omc et la Gauche font bon ménage (Chili, Brésil, Afrique du Sud...), mais pas en France. L'Omc, qui réunit presque tous les Etats, est un instrument de régulation du capitalisme de marché que la Gauche critique et moi aussi, à cause des injustices qu'il provoque et dont il se nourrit souvent. L'Omc est préceuse d'organisations dont nous aurons besoin, à l'avenir, dans d'autres domaines, et la Gauche peut s'en saisir.

Ses principes fondateurs correspondent aux valeurs de la Gauche. Que les liens commerciaux servent la paix et la fertilisation mutuelle entre nations, et aident globalement à leur prospérité, l'histoire économique le prouve. Autre principe : la non-discrimination entre pays, l'universalisme. C'est plus juste que des relations bilatérales inégales. Les pays en développement sont attachés à l'Omc car ils savent que leur poids y est plus lourd qu'ailleurs. De plus, les échanges commerciaux sont soumis à des règles identiques pour tous et négociées par tous. Les décisions sont prises par consensus (1 Etat = 1 voix) et, fait rarissime dans l'ordre international, le "tribunal" de l'Omc (son mécanisme de règlement des différends) offre la possibilité d'appliquer effectivement ses décisions.

Ces principes ne sont-ils pas, dans la réalité, détournés au profit des pays riches ? Il subsiste en effet quelques reliquats de l'héritage colonial, en particulier dans le traitement de l'agriculture, où, malgré leur faible avantage comparatif, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon protègent leur production propre par des subventions élevées. A l'époque du Gatt, qui a précédé l'Omc, les pays occidentaux dominaient largement, ce n'est plus le cas. Ainsi, dans le secteur textile les pays en développement, en 1994, ont "eu la peau" de l'accord multi-fibres qui avantageait les pays riches. 3/4 des pays de l'Omc sont des pays en développement. Le cycle actuel de négociation, qui porte sur les échanges industriels et agricoles et sur le sort de pays les moins avancés, ne se terminera pas sans qu'un rééquilibrage intervienne en faveur des pays en développement. Les puissances émergentes (Inde, Chine, Brésil, Afrique du Sud, Indonésie...) ont pris du poids et se sont coalisées dans le G20 qui n'existait pas il y a 10 ans. Les pays les plus pauvres (africains notamment) ont fait de même avec le G90. La réduction des subventions agricoles internes ne se discutent plus seulement entre Etats-Unis et Europe mais, pleinement, avec le G20 aussi. Et le mécanisme judiciaire Omc a contribué à un rééquilibrage des choses : face à des pays du Sud, les Américains ont perdu des contentieux sur le coton, les Européens sur le sucre. Sans le tribunal de l'Omc, qu'aurait pu faire le Pérou contre l'Europe qui refusait d'importer l'espèce de sardine pêchée par les Péruviens ? Donc, la direction est la bonne.

José Bové :

L'Omc étend les activités commerciales plus qu'elles ne les régulent : elle tend à faire entrer l'ensemble des activités humaines dans le cadre du marché. Je ne pense donc pas que la Gauche puisse s'en saisir, mais elle doit limiter l'action de cette organisation et c'est possible, comme on l'a prouvé à Seattle et Cancun. L'Omc travaille sous l'influence des grandes firmes mondiales. Ainsi dans la négociation (ou "panel") sur la banane, les compagnies étaient aux commandes. L'Europe elle-même se contente souvent de défendre à l'Omc l'intérêt de ses sociétés privées, plus que de la collectivité publique.

10% seulement de la production agricole mondiale s'échange sur le marché mondial, mais cela se répercute de façon majeure sur l'ensemble de l'agriculture qui relève des productions internes aux pays. Depuis 1995, année de naissance de L'Omc, la mal-nutrition s'est aggravée dans le monde, et -paradoxe- 60% des malnutris sont des paysans ! Je précise que je ne suis pas un défenseur des aides agricoles telles que définies par la PAC européenne et encore moins des subventions à l'exportation. Il est capital que dans chaque pays, les agriculteurs puissent vivre de leur production, sans que les grandes firmes imposent leur loi.

D'accord pour qu'une organisation multilatérale intervienne pour organiser les échanges et faire contrepoids aux règles des bourses et du marché, pour négocier des flux d'échange ou même de production. Ainsi quand le Mali est en surproduction de coton, il faudrait pouvoir obtenir des Etats-Unis qu'ils modèrent leur propre production car ils en ont la possibilité. On ne devrait pas laisser les prix mondiaux fluctuer au gré de l'offre et de la demande ou des rapports de force, mais les encadrer. Les principes affichés par L'Omc ne sont guère opérants car la réalité est celle d'un libéralisme qui bafoue l'intérêt général.

Avis de Michel Rainelli et Benjamin Coriat, économistes :

L'Omc a dégradé les choses, et dangereusement engagé l'avenir, en matière de "propriété intellectuelle" : elle assure une rente aux dépositaires de brevets (valable 20 ans) dans les domaines-clefs que sont la pharmacie, les bio-technologies, les logiciels. Ainsi, avant l'accord Omc, la copie des médicaments génériques était légale et a permis au Brésil et à l'Inde de produire en masse des traitements anti-Sida, ce qui sera maintenant interdit.

Réponse de Pascal Lamy :

Ce n'est pas l'Omc qui a créé ces règles, déjà existantes dans les pays industrialisés. Elles ont été mondialisées avec le consentement des pays en développement qui veulent aussi protéger leur propriété intellectuelle. Dans l'accord conclu, l'urgence sanitaire passe avant la protection des brevets. On peut donc, malgré 4 ans d'opposition américaine sur le sujet, recourir aux médicaments génériques contre le sida, la malaria, la tuberculose (moyennant une licence pour ceux des pays qui disposent eux-mêmes d'une industrie pharmaceutique).

LE CALENDRIER m é t r o p o l i t a i n

Pour partager l'info à gauche en Ile de France (politique, associative, syndicale, culturelle), voici une transversale citoyenne entre les cercles militants et institutionnels. À vous de la dessiner en nous écrivant.

MARS

> JEU 16

La CGT tient des «Assises de la précarité» conclusion par Bernard Thibault, secrétaire général –9h à 16h30– Cgt 263 rue de Paris 93 Montreuil [www.cgt.fr]

Le PCF de Seine S Denis tient son Congrès départemental – Palais des Congrès (Salle Marcel Dufriche) 128, rue de Paris 93 Montreuil – Je 16 à 18h30 / Ven 17 à 18h30 / Sam 18 à 9h, 14h et 20h30 / Dim 19 à 9h [www.93.pcf.fr]

Manifestation des jeunes, étudiants et lycéens pour le retrait de la loi sur le CPE (Contrat «première embauche», aussi appelé «précarité-exclusion»), soutenue par les syndicats de salariés. De Nation vers Montreuil.

Résistance 7e Art projette «L'insécurité à la télé», film d Antoine Moreau suivi d'un débat sur les ghettos urbains avec Clémentine Autain (maire-adjointe de Paris, app Pcf), Jérôme Guedj (Ps, vice-pdt du Conseil général de l'Essonne) et des représentants associatifs –19h30– (3€) Espace 7 place St Michel 75005 [www.la-gauche.org]

Débat «Immigration, intégration, quelle politique pour la Gauche» avec Patrick Weil, universitaire, et Henri Weber, député européen –18h30 à 20h– au siège du PS, 10 rue de Solférino (salle Marie-Thérèse Eyquem) – Entrée libre, inscription requise au 01 45 56 76 53 ou auprès de formation@parti-socialiste.fr

jusqu'au dimanche 9 avril : Cycle Rwanda (Théâtre, Films, Débats) – Pièce « Une saison de machettes » d'après le livre de Jean-Hatzfeld, par la compagnie Les passeurs de mémoire. (mercredi au samedi à 20h30 et dimanche à 17h) Débats après la représentation les 17, 18 et 19 (10 €) – Réservations au 01.40.24.16.46 ou auprès de resa@confluences.net – Confluences 190 bd de Charonne 75020 [www.confluences.net]

> VEN 17

Le PCF de Paris tient son Congrès départemental les 17, 18 et 19 [www.paris.pcf.fr]

> SAM 18

Assemblée générale de l'Union des familles laïques –samedi et dimanche– Soirée musicale avec les «Frères Humains». IUT 140, rue de la Nouvelle France -93 Montreuil [www.gaucherepublicaine.org]

Manifestation décisive contre le CPE à l'appel des organisations syndicales, étudiantes et lycéennes et des partis de Gauche contre le contrat première embauche –14h30– de Denfert-Rochereau à Nation.

St-Denis – Concert de soutien à Amnesty international : Schubert, Dvorak, Grieg, Strauss –20h– (€: libre p.a.f.) Eglise de la Plaine, 131 av. Pt Wilson (93) – M° Porte Chapelle ou Rer B Plaine-Stade France, puis bus 153 ou 302

> DIM 19

du 19 jusqu'au dimanche 26 «Le Pari(s) du vivre-ensemble» Semaine de débats, spectacles, concours et expo photo, formations, concours littéraire, organisés par Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias avec de nombreux partenaires. Pour la diversité culturelle de la capitale, le dialogue entre populations d'origines diverses et contre toutes les discriminations. [www.parisduvivreensemble.org]

> MAR 21

Colloque «Agir pour l'égalité en Ile-de-France» (fractures sociale, territoriale et ethnique, actions du Conseil régional), avec C.Villiers (vice-présidente de la Région), J.Roman (revue Esprit), J-F Amadieu (Observatoire des discriminations), L.Schmid (conseillère régionale), Z-E Mjati (conseiller régional), Conclusions par J-P Huchon, président de la Région –14h30– Conseil régional (salle Delouvrier) 35 bd des Invalides 75007 Inscript° avant le 17 au 01 53 85 72 33 ou auprès de christiane.rochweg@iledefrance.fr

> JEU 23

Du 23 (à 14h au DIM 26 (à midi) – Congrès national du Parti communiste français – 93 Le Bourget [www.paris.pcf.fr]

Attac projette Le passage des Andes (Regard sur la révolution bolivarienne) film de Thierry Deronne, suivi d'un débat avec Renaud Lambert, Acrimed, journaliste au Monde Diplo –20h– Maison associations 181 av. Daumesnil [www.local.attac.org/paris12/]

> SAM 25

Bondy (93) : Le Parti socialiste tient ses Etats généraux du Projet sur «République pour tous et Ville solidaire» 9h à 17h30 – Mairie de Bondy, esplanade Claude Fuzier – entrée libre [www.lesetatsgeneraux.fr]

Pré Saint-Gervais (93) : Fête de la Rose du PS avec Laurent Fabius –dès 20h– Gymnase Place Séverine – Dîner (20€) Inscript° au 01 48 44 78 59

St Denis – du 25 mars au dimanche 16 avril, la compagnie Jolie Môme joue «Je reviendrai et je serai des millions... Spartacus» 1h40 de théâtre et musique: l'empire romain préfiguration des rapports nord-sud d'aujourd'hui – Belle Etoile, 14 rue Saint-Just (depuis porte de la Chapelle - 15 mn à pied ou 5 mn en bus 153, arrêt Eglise de La Plaine – 16€ (ou 10 € sur demande) – du Jeu au Sam à 20h30, les Dim à 16h30, restauration sur place. Résa conseillée au 01 49 98 39 20 [www.cie-joliemome.org]

> MER 29

Colloque public des syndicats de l'INSEE (Cgt, Sud, Cfdt) sur la «Statistique au service de la démocratie» (mesure des inégalités, du désengagement de l'Etat, éclairage des décisions publiques) avec A.Coupé, J-Ch Le Duigou, D.Leroux, G.Fraysse, M-Th.Join-Lambert, et Alternatives économiques –9h15 à 17h30– à l'ASIEM 6 rue Albert de Lapparent 75007 – repas possible 13€ / Inscript° 12€ (ou 6€) au 01 56 68 91 95 et auprès de: syndicat-cgt@insee.fr [<http://cgtinsee.free.fr/colloquecgtsudcfdt2006/>]